



Le Venezuela attaqué : les sept-clefs pour comprendre la guerre irrégulière des États-Unis

Par [Misión Verdad](#)

Mondialisation.ca, 11 mars 2019

misionverdad.com 10 mars 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

Ces derniers jours, le Venezuela a été victime d'une nouvelle vague de sabotages, la plus importante de l'histoire du pays, contre la centrale hydroélectrique de Guri à l'aide de virus informatiques mais aussi de bombardements électro-magnétiques contre la téléphonie notamment. Tout cela a privé d'électricité au moins 80% de la population. Même le [magazine états-unien Forbes](#) considère comme hautement probable que cette attaque soit l'oeuvre des Etats-Unis. Le but est de saper toute tentative du gouvernement du Venezuela de stabiliser l'économie et d'initier une séquence de chaos social insurrectionnel (panne d'électricité, panne de télécommunications = pénurie d'essence, d'eau, de nourriture, etc..) que les Etats-Unis et leurs outils comme Juan Guaidó doivent à tout prix organiser dans ce pays. La fausse "aide humanitaire" à la frontière colombienne était peut-être une manoeuvre secondaire, voire "distractive", face à ce plan élaboré de phases successives du « [coup d'Etat à mèche lente](#) » (Maurice Lemoine). (Notons que le [New York Times vient de faire amende honorable](#) et de reconnaître, grâce à une vidéo non tronquée des événements, que l'incendie des camions « humanitaires » a été causée [comme nous l'avions indiqué précédemment](#), par des paramilitaires colombo-vénézuéliens, et non par les autorités vénézuéliennes comme la plupart des médias l'ont affirmé. Pour sa part, la télévision canadienne a déjà démonté la [fake news du « pont bloqué par Maduro »...](#))

1. La préparation du choc.

Les messages venant des Etats-Unis étaient clairs ces derniers jours: la montée en puissance de la déstabilisation était imminente. Le retour faussement épique de Guaidó a duré moins longtemps que prévu sur le panneau d'affichage: il n'y a pas eu de défections critiques dans les Forces Armées Nationales Bolivariennes (FANB) qui, mélangées à une révolte sociale générale, l'auraient installé à Miraflores pour exercer le pouvoir. Son retour glorieux au Venezuela n'a eu d'effet que dans la frénésie passagère des médias. En conséquence, Guaidó est revenu au point de départ inconfortable d'il y a deux mois. Épuisée par la défaite "humanitaire" du 23 février et sans des actions concrètes de commandement présidentiel qui le catapulteraient à l'intérieur, l'orchestration des opérations suivantes se ferait entièrement aux dépens des Etats-Unis.



Le sénateur US **Marco Rubio**, puis Juan Guaido, a annoncé **quelques heures avant la panne** que « **les Vénézuéliens vivent la plus grave pénurie de nourriture et d'essence** ». « *Les politiques de Maduro n'amènent qu'obscurité. Pas de nourriture, pas de médicaments, pas d'électricité et bientôt, pas de Maduro* » s'est gaussé le Secrétaire d'Etat et ex-directeur de la CIA Mike Pompeo dans [un de ses tweets](#). Pour sa part, le gouvernement russe a publié une déclaration dans laquelle il avertit que « les Etats-Unis sont en train d'élaborer un plan de secours visant à introduire des groupes armés illégaux formés au Venezuela afin de mener des activités de sabotage et de subversion ».

Le black-out généralisé a eu un impact étendu sur le réseau bancaire, les télécommunications et les services publics vitaux du pays (hôpitaux, approvisionnement en eau, transport, etc.), entravant son fonctionnement et paralysant les activités courantes de la population. Bref, une attaque secrète contre le centre gravitationnel du système électrique vénézuélien, destinée à aggraver le malaise social et économique, a remis à flot le récit de la « crise humanitaire » et de l'« État en faillite », avec lesquels ils espèrent réactiver le leadership déprimé de Guaidó.

Mais cette tendance à faire appel aux options anti-politiques et à la guerre non conventionnelle lorsque les ressources politiques font défaut n'est ni nouvelle ni récente (il suffit de se rappeler les attaques électriques continues lorsque les *révolutions colorées* de 2014 et 2017 sont entrées en récession). À sa façon, *Bloomberg* l'a laissé entendre dans son dernier rapport. L'usure de Guaidó, son incapacité à mener un processus de transition plus ou moins sérieux, ouvre la voie à des attaques comme celle du barrage hydro-électrique du Guri, la violence armée, la guerre de sabotage irrégulière, à la *Contra* nicaraguayenne, pour devenir des alternatives « légitimes » et « urgentes » pour affronter le chavisme. Le délégué de Trump pour le Venezuela, Elliott Abrams, spécialiste de la guerre contre le Nicaragua sandiniste et de l'invasion de l'Irak, se base à présent sur un mélange de chaos social générés par les sabotages croissants et les incursions paramilitaires destructrices.



La « Contra » semant la terreur au Nicaragua dans les années 80, chapeauté par l'actuel [envoyé spécial de Donald Trump pour le Venezuela, Elliot Abrams](#)



Un des soldats d'Abrams: deuxième en bas à partir de la gauche, Lorent Saleh, paramilitaire vénézuélien formé par Alvaro Uribe a été considéré comme « persécuté politique » par Amnesty International et par le Parlement européen qui lui a octroyé... le « Prix Sakharov ». Le gouvernement de Juan Manuel Santos l'avait expulsé de Colombie en 2014 à la suite de ses activités illégales d'entraînement terroriste.



2. Embargo et sanctions: armes de destruction massive.

Outre les vulnérabilités historiques d'un système électrique tributaire des recettes pétrolières, il y a eu une politique féroce de sanctions financières qui a réduit la capacité d'investissement public dans les branches stratégiques de l'État. L'argent vénézuélien saisi par les États-Unis s'élève à 30 milliards de dollars, ce qui, en utilisant le « gouvernement parallèle » de Guaidó comme outil, a laissé le pays sans ressources liquides pour faire face aux difficultés soulevées par les sanctions.

Le système électrique national a été attaqué pour un mélange explosif entre désinvestissement, stimulé par le blocus financier, perte de personnel technique spécialisé en raison de la dépréciation des salaires et opérations de sabotage systématique, le dernier toujours mis en œuvre lorsque l'offensive politique est reprise par Chavismo. Chris Floyd, auteur du livre *The Empire Burlesque*, a eu raison de qualifier les sanctions financières d'« holocauste » : l'utilisation de cette arme de destruction massive dans des pays comme l'Irak, l'Iran et la Syrie, montre que les dommages aux infrastructures critiques sont similaires à une campagne intense de bombardements par missiles de croisière.

En ce sens, la panne d'électricité est une extension de l'embargo contre le Venezuela, de la politique américaine de restriction des importations, de blocage des comptes et d'entrave à l'accès aux liquidités sur le marché financier international et sur son propre marché pétrolier, interdisant le paiement des exportations au Venezuela. La panne est aussi une métaphore de l'état de siège dans lequel le pays est maintenu et de la façon dont le blocus financier, qui empêche l'utilisation de l'argent pour récupérer un système électrique

national déjà affaibli qui soutient l'activité pétrolière et économique du pays, est un substitut aux actions militaires directes.

3. Coup d'Etat cybernétique et crime contre l'humanité.

Ce que Guaidó avait expliqué lors de son appel non suivi à une « grève nationale » mardi dernier devant certains syndicats de l'administration publique, était qu'une action énergique imminente accompagnerait. La fabrication d'une situation d'effondrement, comme lorsque [la plate-forme de paiement Credicard a été sabotée](#), en 2016, provoquant l'interruption de toutes les activités commerciales et économiques dans le pays, cette fois-ci a été exécuté en élargissant son rayon d'affectation.

Le poids du stress et du mécontentement dans la population, comme carburant pour stimuler une situation d'anarchie généralisée qui pourrait en quelque sorte être canalisée dans des manifestations violentes en faveur de Guaidó, indique que la stratégie du chaos (par le cybersabotage et l'artisanat axé sur les infrastructures critiques qui font fonctionner le pays) est utilisé comme un outil de choc. L'opération n'est pas seulement de guerre électrique: ses conséquences couvrent toutes les activités courantes de la société vénézuélienne, auxquelles l'accès à la nourriture, au service hospitalier et aux communications de base est entravé.

Un crime contre l'humanité vu à la lumière du *Statut de Rome* et du droit international, tout en cherchant à détruire physiquement un groupe de population en utilisant comme armes de guerre les éléments fondamentaux de sa subsistance.

Marco Rubio et Mike Pompeo ont réagi à la panne en plaisantant sur Twitter, ce qui reflète bien les motivations et la stratégie sous-jacente du coup d'Etat contre le Venezuela : comme le « plan Guaidó » a échoué dans ses objectifs à atteindre la fracture de la FANB pour faire disparaître Maduro, la population civile (sans discrimination idéologique) devient la première victime des attaques militaires clandestines continues menées par les Etats-Unis.

Ce coup d'État cybernétique contre le système électrique national implique une agression militaire de facto, une extension de celle qui a eu lieu à la frontière entre la Colombie et le Venezuela le 23 février.

4. Cette phase n'est que la première de la guerre irrégulière.

Depuis l'arrivée de Guaidó, sa projection médiatique est devenue marginale. Cette réduction préméditée de sa visibilité contraste avec le poids croissant que le Commandement du Sud, John Bolton, Marco Rubio et Mike Pompeo ont dans l'orientation du changement de régime. En ce sens, les effets néfastes du black-out s'inscrivent parfaitement dans le récit de la « crise humanitaire », selon laquelle le Commandement Sud et l'extrême droite vénézuélienne, depuis 2016, mobilisent « l'urgence » d'activer un dispositif d'« intervention humanitaire » qui neutralise l'interdiction du Congrès américain, du Conseil de sécurité des Nations unies et le consensus pragmatique pour la non intervention qui a fait son chemin en Amérique latine et dans le monde entier.

Le black-out en tant que tel n'est pas une fin en soi. Il vise à aiguïser les vulnérabilités du pays et à mesurer la capacité de réponse militaire des systèmes défensifs de la République face à une action militaire irrégulière et mercenaire, qui profiterait du blocus de l'information pour couvrir les incursions armées, sa carte opérationnelle et ceux directement

responsables sur le terrain, surtout du fait du black out généré par la rupture du système électrique.

Ainsi, au niveau du théâtre d'opérations de la guerre contre le Venezuela, le black-out se traduit par la génération d'un panorama diffus et déroutant qui favoriserait l'exécution d'opérations de faux drapeaux, d'incursions paramilitaires et autres actions violentes qui précipitent un état de troubles généralisés, qui pourrait être présenté comme l'événement déclencheur d'une intervention militaire préventive, soit pour « stabiliser le pays du fait de la crise humanitaire » ou pour « sauver les Vénézuéliens de situations d'État défaillant » dans « une crise humanitaire ». Dans ce cadre narratif, Julio Borges, Antonio Ledezma, Juan Guaidó, Elliot Abrams et le cabinet de la guerre contre le Venezuela à Washington, se serrent la main et travaillent ensemble sous la doctrine du chaos contrôlé des factures américaines.

Avec le black-out, ils cherchent à concrétiser physiquement la « crise humanitaire », non seulement au niveau de la propagande, mais aussi en profitant des pertes humaines et des complications d'un ordre différent générées par l'opération de sabotage.



L'envoyé spécial de Donald Trump pour le Venezuela, Elliott Abrams (au centre), réuni avec l'équipe de Juan Guaido à New York le 26 janvier 2019.

5.Caractéristiques de l'agression.

Cette fois-ci, il n'y a pas eu d'attaque contre des sous-stations ou des lignes de transport d'électricité, comme cela avait déjà été tenté à plusieurs reprises, selon les manuels de sabotage de la CIA contre le Nicaragua sandiniste des années 80, déjà déclassifié.

Il est à noter que le logiciel utilisé (appelé Scada) dans le système de contrôle automatisé (SCA) qui assure le fonctionnement des moteurs est celui créé par la société ABB, qui ne fonctionne plus dans le pays depuis des années. Cette société ABB, qui a travaillé au Venezuela sous le nom de ABB Trilateral Consortium (ABB Venezuela, ABB Canada, ABB Suisse), a conçu [un projet de modernisation de Guri](#) à la fin de la dernière décennie, sous le

gouvernement de Hugo Chávez, dans lequel elle décrit en profondeur le système attaqué et l'organisation fondamentale du Guri.

L'analyste géopolitique Vladimir Adrianza Salas, dans un entretien avec TeleSur, a expliqué que le réservoir de Guri » nécessite un système de contrôle techniquement appelé » *scada system* « , qui n'est rien de plus qu'un système de supervision, de contrôle et de réquisition de données qui permet, du point de vue informatique, de contrôler tous les éléments de la production énergétique. Si vous sabotez ça, vous sabotez l'opération. Mais pour saboter cela, il faut deux choses : soit vous devez avoir accès de l'extérieur, soit vous devez avoir une complicité interne pour modifier les processus.

Des précédents de ce type se retrouvent dans des pays directement attaqués ou sous pression par les États-Unis, comme l'Irak et le Liban, où les pannes ont été systématiques et consécutives, l'une après l'autre pendant des dizaines d'heures. Les « répliques » de l'interruption de l'approvisionnement énergétique répondraient à ces séquences d'offensives qui ont déjà été vécues dans d'autres contextes de guerre asymétrique et irrégulière.

La création d'armées de pirates et de matériel de cyberguerre par la CIA et la NSA a été documentée au fil des ans. Un [documentaire](#) explique l'origine du virus Stuxnet, qui devrait indiquer les couloirs de ces agences de renseignement américaines. Cet instrument de cyberattaque visait à la fois à saboter les installations de recherche nucléaire en Iran et à dresser un tableau circonstancié qui pourrait conduire à une attaque du réseau électrique national automatisé de l'Iran (analogue au système Guri) en cas de guerre déclarée entre Washington et la République islamique.

6. Ralentir les tendances à la reprise.

La panne se produit dans un contexte de tendance à la reprise économique à différents niveaux : une baisse des prix des produits alimentaires sensibles a réduit la tension en début d'année, tandis qu'au niveau financier, la restructuration du marché des changes a permis de contenir une des variables de l'inflation induite : la hausse du prix des devises sur le marché noir. Ces tendances ont favorisé la stabilité politique du pays, au milieu d'agressions non conventionnelles et de menaces d'intervention militaire, privant Guaidó non seulement du pouvoir de convocation, mais aussi de la capacité de manœuvre pour capitaliser le malaise général causé par les sanctions.

Ainsi, le black-out cherche à freiner ces tendances de redressement social, politique et économique, aggravant par un boycott généralisé les moyens de paiement, l'accès à la nourriture et aux hôpitaux et le développement normal de la société vénézuélienne. De même, l'agressivité de l'attaque vise à affaiblir la production pétrolière et industrielle du Venezuela.

7. La prise de conscience du pays et le pouls de l'intervention.

Tout comme en 2002, la population vénézuélienne vient de connaître un baptême généralisé du feu. Une opération de sabotage visant à précipiter un chaos généralisé, qui met en danger la santé et la nutrition de la population, l'activité économique du pays, ses télécommunications et nos routines les plus élémentaires, nous ramène au paysage du sabotage pétrolier des années 2002-2003, où l'opposition de ce moment, les mêmes qui gèrent une intervention avec les États-Unis et la Colombie, ont exécuté un état de siège qui

paralyse le pétrole.

La réaction de la population, attaquée psychologiquement au cours des dernières années dans le but de l'inciter à une guerre civile qui rend possible une intervention, a été défavorable au calcul du sabotage. Malgré des protestations locales, le calme s'est imposé, à travers l'utilisation d'alternatives pour cuisiner, la mobilisation des ressources physiques du pays pour faire face aux urgences les plus urgentes, et la vocation généralisée du pays à ne pas tomber dans une provocation qui vise à mener à une confrontation civile et armée. La violence a été vaincue comme en 2002-2003 : ce paysage qui marque aujourd'hui notre histoire contemporaine offre la leçon qu'après une épreuve de feu dépassée, où la brutalité du coup d'Etat a un impact massif, la cohésion du peuple est réaffirmée. Les Etats-Unis doivent donc « augmenter la dose de chaos » pour obtenir le mécontentement servant à justifier leurs plans d'intervention ou de coup d'Etat.

Juan Guaidó tente de canaliser l'impact du black-out pour « déclarer une urgence extraordinaire » à l'Assemblée nationale, car selon lui « **le moment est venu de faire le pas** », flirtant avec l'idée d'utiliser la Constitution pour légitimer une intervention. C'est précisément dans cette orientation comme moyen de boucler le cycle du sabotage, que l'on voit que le black-out tente de fabriquer les conditions de l'anarchie, du chaos et de l'absence de services vitaux, de faire pression pour une « intervention humanitaire » sur le sol vénézuélien, avec l'approbation de l'Assemblée nationale et la « coalition des pays latino américains », prêts à entreprendre une action vigoureuse, que John Bolton arme.

Compte tenu de l'arrivée prochaine de la mission technique du Haut Commissaire aux droits de l'homme, le black-out cherchera à être canalisé vers un engraissement du dossier « crise humanitaire » au Venezuela qui, s'il est bien géré et promu dans les médias, pourrait entraîner un changement de position au niveau de la région, de l'ONU elle-même, du Congrès américain, sur « l'urgence » d'une action « humanitaire » demandée par le « gouvernement parallèle.

Cette manœuvre baisse le rideau sur Guaidó : emprisonné dans un plan mal conçu et dépendant de la chaîne de commandement du cabinet de la guerre contre le Venezuela à Washington, il doit être sacrifiée pour l'ouvrir à la guerre. Sa volonté de faire légitimer par une assemblée nationale à majorité de droite, une intervention militaire étrangère est un suicide politique. Accompagné par des secteurs de l'extrême droite Caracas, descendants en droite ligne des premiers colonisateurs espagnols, qui prétendent activer la Responsabilité de protéger (R2P) qui a détruit la Libye, le Kosovo, l'Irak, et d'autres régions que les Etats-Unis ont pillées pour maintenir leur statut de puissance.

Mais le black-out doit être une autre leçon, et il doit nous obliger à retrouver les codes sociaux et les habitudes collectives et solidaires pratiquées lors de la guerre économique de 2002-2003. C'est là que sont nos armes en tant que communauté historique et spirituelle à notre disposition pour maintenir en vie le fil de notre histoire comme patrie.



Mobilisation de travailleurs pétroliers en réaction au lock-out décidé par les cadres supérieurs de l'entreprise publique PDVSA dans le cadre de la guerre économique de 2002-2003 contre Hugo Chavez

Article original en espagnol : [Venezuela bajo ataque: 7 apuntes sobre el shock eléctrico \(informe especial\)](#), Mision Verdad, le 10 mars 2019

Traduction : Thierry Deronne pour [Venezuela Infos](#)

Articles Par : [Misión Verdad](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca